

JEAN CHARLOT

*Les consultations d'avril-juin 1981  
et Jacques Chirac*

Qui peut lire les arrières-pensées de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing dans leurs rapports changeants de 1974 à 1981 ? Chirac accuse Giscard d'avoir obstinément recherché l'éclatement et l'abaissement du gaullisme, Giscard reproche à Chirac de l'avoir délibérément trahi, ainsi que la majorité sortante, par ambition personnelle et partisane. Michel Noir n'a sans doute pas tort de penser qu'aujourd'hui les deux hommes sont irréconciliables « car, psychologiquement, ils ont franchi un seuil de rupture » (1). A qui la faute ? Les partisans du maire de Paris incriminent l'étroite tutelle que le Président a fait peser sur lui de 1974 à 1976 lorsqu'il était son Premier ministre et, surtout, le refus total de tenir compte, après les élections législatives de mars 1978, des propositions du RPR et de son chef qui n'avaient pourtant pas été pour rien dans la victoire surprise de la majorité d'alors. Les tenants du Président sortant rappellent les déclarations fracassantes de Jacques Chirac, depuis sa démission de Matignon en août 1976 jusqu'aux discours de la campagne présidentielle, en passant par le fameux « appel de Cochin » du 6 décembre 1978... C'est dire que la stratégie de Jacques Chirac pour les élections de 1981 est pratiquement impossible à étudier objectivement : stratégie du « recours », comme on l'a beaucoup écrit en ajoutant, parfois, qu'elle se fondait sur une politique du pire ? Jacques Chirac s'en est toujours défendu et l'historien du gaullisme se souviendra que le même reproche avait été fait au général

(1) *Le Point*, 476, 2 novembre 1981. Mais qui eût prévu, en 1974, le rapprochement qui s'est produit depuis entre Giscard et Chaban ?

de Gaulle, de 1947 à 1955, par les mêmes milieux politiques du centre. Stratégie du « sursaut » ? Mais qui peut nier qu'elle ait surtout servi les desseins de François Mitterrand en contribuant à déstabiliser le Président sortant ? Faute de pouvoir sonder les reins et les cœurs pour découvrir les véritables intentions de Jacques Chirac, nous laisserons donc de côté la stratégie pour analyser sa tactique, dans une situation politique contraire, et les effets — positifs ou négatifs —, pour son mouvement et lui-même, de ses initiatives et de sa campagne politiques dans le grand débat national qui a conduit les socialistes au pouvoir et la V<sup>e</sup> République à l'alternance.

### *Une tactique offensive et habile*

Si l'habileté tactique consiste bien à tirer le meilleur parti de moyens souvent limités pour atteindre ses objectifs, il est clair que les objectifs affirmés de J. Chirac étaient ambitieux et les résultats atteints honorables, compte tenu de ses moyens.

Dans la bataille présidentielle, le fondateur du RPR déclare successivement qu'il se présente pour gagner, qu'il sera qualifié pour le second tour, qu'il va effectivement gagner. Il est, certes, difficile pour un « grand » candidat aux présidentielles de jouer d'emblée les seconds rôles s'il veut conserver à sa candidature une crédibilité minimale. Lorsque le 26 octobre 1980, trois mois avant de se déclarer, J. Chirac dit avec force aux cadres du RPR réunis à Paris : « Notre stratégie est de gagner, notre candidat doit impérativement être présent au second tour. Est-ce objectivement possible ? Je vous affirme que « oui » » (2)... il pratique, tout comme G. Marchais ou M. Debré au même moment, la méthode Coué. L'habileté consistera à donner peu à peu un crédit certain à cette affirmation de routine. Le 22 mars 1981, après six semaines de campagne, il rappelle qu'il avait prévu son propre succès à la mairie de Paris en mars 1977 et celui de la majorité sortante aux législatives de 1978 pour donner du poids à sa nouvelle prophétie : « Aujourd'hui, je vous indique que je serai présent au second tour et élu au second tour, j'en ai la certitude » (3). Un mois plus tard, le 22 avril, quatre jours seulement avant le premier tour, il fonde cette conviction sur un constat : « Parmi les trois candidats susceptibles d'être présents au second tour, je suis le seul qui vois depuis deux mois s'amplifier régulièrement le soutien dont il bénéficie, au point de rendre désormais vrai-

(2) *Le Monde*, 28 octobre 1980.

(3) « Club de la presse », Europe 1 (*Le Monde*, 23 mars 1981).

semblable l'hypothèse selon laquelle je me situerai au 1<sup>er</sup> tour au même niveau que M. Mitterrand (...) comme en 1978. »

Et d'appeler solennellement les Français — notamment les électeurs gaullistes, giscardiens et socialistes hostiles au communisme — à « faire en sorte que M. Mitterrand ne soit pas présent au deuxième tour » (4)... en votant J. Chirac au premier. Habile renversement qui fait du vote pour un *outsider* un « vote utile ». On peut discuter la réalité de la dynamique électorale invoquée par J. Chirac. Elle est faite d'un mélange de sondages sérieux et de sondages d'intoxication ; de courbes d'intentions de vote effectivement croissantes généreusement prolongées dans l'avenir ; d'une erreur involontaire des sondages, enfin, qui surestiment G. Marchais et sous-estiment F. Mitterrand, diminuant d'autant l'handicap de J. Chirac. Quoi qu'il en soit l'« effet Chirac » est psychologiquement bien réel. Les médias en discutent ; Michel Debré en perd ses soutiens et doit faire face à une forte pression de son propre entourage l'incitant à laisser le champ libre à Chirac (5) ; Valéry Giscard d'Estaing lui-même commet l'erreur de rentrer dans le raisonnement de son rival en mettant les Français en garde contre : « un second tour dans lequel il ne resterait aucun candidat de l'opposition » (6).

Même si l'effet Chirac s'est transformé en effet boomerang lors de l'appréciation des résultats effectifs du 1<sup>er</sup> tour (7), il n'est pas sûr qu'il ait été plus nuisible qu'utile au candidat gaulliste : J. Chirac aurait-il atteint 18 % des suffrages exprimés, plus de 5 millions de voix, le 26 avril 1981 sans cette dramatisation finale de sa campagne ? Aurait-il pu éviter, sans elle, un ultime réflexe de « vote utile » favorable au Président sortant ? Le fait est que J. Chirac est, avec F. Mitterrand, le grand bénéficiaire des mouvements d'opinion enregistrés du début à la fin de la campagne du 1<sup>er</sup> tour des présidentielles (8). Son score final est bon, comparé à celui de Jacques Chaban-Delmas en 1974 (+ 2,2 points, soit un progrès de près de 18 %), mauvais par rapport à celui du RPR aux législatives de 1978 (— 3,6 points, soit un recul de près de 20 %). Il n'avait pu que limiter le « vote utile » favorable à Giscard et le vote-sanction au profit de

(4) « Appel aux Français » (*Le Monde*, 24 avril 1981).

(5) 6 députés sur les 28 qui le soutenaient rallient Chirac ; J. Foyer, qui lui demeure fidèle, le presse de se retirer.

(6) V. GISCARD D'ESTAING, 22 avril à Lorient (*Le Monde*, 24 avril). CHIRAC a beau jeu de riposter : « Appelle-t-il ainsi, de façon implicite, à voter au 1<sup>er</sup> tour plutôt pour M. Mitterrand que pour moi ? » (*Le Monde*, 25 avril 1981).

(7) 8 points de moins que Mitterrand, 18 % contre 26 %...

(8) Cf. l'analyse du panel L. HARRIS-FRANCE, R. CAYROL, *L'Express*, 18-24 avril 1981.

Mitterrand. Il reste que ce résultat était inespéré pour lui compte tenu de la mission quasi impossible qu'il s'était assignée : concurrencer dans l'électorat de la majorité d'alors le Président sortant. Faute de précédents en France, notons simplement, à ce sujet, que jamais, aux Etats-Unis, un Président sortant qui sollicitait le renouvellement de son mandat n'a été battu, dans la phase de sélection des candidats, par un *challenger* issu de son propre camp. Carter, par exemple, a été battu par Reagan mais Kennedy n'avait pu lui disputer victorieusement l'investiture démocrate. La mission de J. Chirac était d'autant plus impossible qu'il était concurrencé dans l'électorat gaulliste par les candidatures Debré et Garaud, discrètement mais efficacement soutenues par les giscardiens. Les experts de l'Élysée, en début de campagne, n'accordaient d'ailleurs pas à Chirac plus de 10 % des suffrages exprimés. Dans ces conditions, sa performance finale est tout à fait remarquable.

Dans la bataille législative la tactique de J. Chirac est claire et ses résultats contestés. Dès le lendemain de la victoire de F. Mitterrand, le 11 mai 1981 à 8 h 15, J. Chirac aurait téléphoné au président de l'UDF, Jean Lecanuet, pour lui proposer une entente entre gaullistes et giscardiens pour les élections législatives (9). En mai 1977, déjà, il avait fait la même offre à J. Lecanuet, parvenant d'ailleurs à un accord, le 7 décembre, sur un manifeste commun et 118 candidats d'union au 1<sup>er</sup> tour de scrutin ; l'opposition de J.-J. Servan-Schreiber et, surtout, la double pression de R. Barre et V. Giscard d'Estaing avaient cependant vidé cet accord limité de son contenu avec la constitution d'un front anti-RPR par la création de l'UDF, le 1<sup>er</sup> février 1978 (10). Le 11 mai 1981 comme l'aurait dit tout crûment J. Chirac à J. Lecanuet : « Giscard, c'est fini », et personne ne peut plus empêcher le chef du RPR de conduire en fait sinon en droit les opérations électorales pour la majorité sortante. Le Président battu s'y essaiera en vain. Réunis le 12 mai, les députés UDF imposent à leurs dirigeants la concertation avec le RPR. J. Lecanuet et J. Chirac se rencontrent au Sénat le 13 mai et signent un pacte d'union pour la nouvelle majorité (UNM), le 15 mai. L'UNM investira finalement 385 candidats uniques en métropole, au lieu de 118 seulement en 1978, ne laissant ainsi place qu'à 86 « primaires » entre les champions de la majorité sortante. Le RPR avait, au total, 289 candidats, l'UDF 273. Les conseillers de V. Giscard d'Estaing en matière élec-

(9) Stéphane DENIS, *La chute de la Maison Giscard*, Paris, J. C. Lattès, 1981, p. 108.

(10) Cf. J. CHARLOT, in H. PENNIMAN ed., *The French National Assembly Elections of 1978*, Washington, AEI, 1980, p. 83 sqq.

torale, Jean Riolacci notamment, ont vivement critiqué cette tactique d'union sans réussir à la contrecarrer. Au-delà du déplaisir élyséen de voir J. Chirac approuvé et soutenu par ce qui avait été le « parti du Président », il y avait l'idée qu'une telle alliance au 1<sup>er</sup> tour, compte tenu des rancœurs réciproques, ne permettrait pas à la majorité sortante de faire le plein de ses voix au tour décisif. L'analyse des résultats ne semble pas confirmer ce point de vue. Dans les 86 circonscriptions où des « primaires » avaient lieu, la majorité sortante obtenait, en effet, 37,1 % des suffrages exprimés au 1<sup>er</sup> tour, contre 40,1 % pour l'ensemble du territoire métropolitain (11). La concurrence au sein de la droite ne lui eût donc pas permis de « ratisser plus large », selon la formule consacrée, alors que l'union assurait 100 sièges (50 RPR et 50 UDF) à l'UNM dès le 1<sup>er</sup> tour, des sièges que dans certains cas la gauche risquait d'emporter au second tour et qui représenteront finalement près des deux tiers des circonscriptions sauvées par la droite dans sa débâcle législative des 14 et 21 juin 1981. Jacques Chirac, en l'occurrence, a placé l'intérêt de l'Union au-dessus de celui de son parti, en pensant, peut-être, aux bénéfices que cette attitude lui vaudrait personnellement un jour... Sur les 67 circonscriptions métropolitaines où des « primaires » avaient opposé le RPR et l'UDF en 1978 et 1981, en effet, le RPR a distancé l'UDF dans 69 % des cas en 1981 (46 circonscriptions) au lieu de 63 % (42 circonscriptions) en 1978 (12). D'un point de vue partisan, J. Chirac aurait sans doute eu avantage à jouer les « primaires » partout contre les giscardiens, d'autant que le RPR y était prêt, ayant depuis des semaines choisi ses candidats dans toutes les circonscriptions. Certains giscardiens se réjouiront de voir J. Chirac endosser la lourde défaite de l'UNM le 21 juin 1981. C'était sanctionner justement l'illusion largement répandue dans les milieux gaullistes que les législatives pouvaient être gagnées dans la foulée d'une *défaite* présidentielle ; mais c'était du même coup oublier un peu vite que la cause essentielle de la défaite législative était l'échec de V. Giscard d'Estaing devant F. Mitterrand le 10 mai (13).

(11) Cf. Alain LANCELOT, L'alternance sur l'air de la vie en rose, *Projet*, 158, 1981, p. 935.

(12) D'après *Le Monde, dossiers et documents*, les élections législatives de juin 1981, p. 63.

(13) Cf. Jean CHARLOT, Le double enchaînement de la défaite et de la victoire, *Revue politique et parlementaire*, 892, mai-juin 1981, p. 15-28.

*Fonctions des consultations d'avril-juin 1981 pour J. Chirac*

Dans la carrière d'hommes politiques comme François Mitterrand, Michel Rocard, Jean Lecanuet la candidature même malheureuse à l'élection présidentielle a été une étape importante et positive pour la réalisation du projet politique dont ils étaient porteurs : d'autres, tels Gaston Defferre ou Jacques Chaban-Delmas, y ont trouvé l'amorce d'un déclin politique ; quelques-uns, enfin, comme Alain Poher ou Jacques Duclos, n'ont pas vu leur destinée politique changée, ni en bien ni en mal, par l'échec présidentiel (14). Dans le cas de J. Chirac nul doute que son rôle dans les consultations présidentielles et législatives d'avril-juin 1981 ne retentisse sur son avenir politique. Dans quel sens ? Il est encore un peu tôt pour le dire et les éléments négatifs, de son point de vue, se mêlent pour l'instant aux éléments positifs.

L'élection présidentielle, d'abord, a été pour l'ancien Premier ministre l'occasion d'améliorer son image dans l'esprit des Français. L'homme de parti agressif, « agité », crispé a fait place à un homme politique toujours autoritaire et volontaire mais, selon une enquête IFOP-*Le Point* de fin de campagne, « plus sympathique », « plus sérieux qu'avant », « plus apte (qu'on ne le pensait) à être Président de la République », un homme dont on a apprécié le ton de voix, le caractère concret des propositions et des critiques, que l'on a jugé moins ennuyeux que Giscard ou Mitterrand (15). En réussissant la meilleure campagne de l'élection présidentielle, Jacques Chirac a fait un investissement politique non négligeable. Même si les sondages périodiques de popularité le classent aujourd'hui encore loin derrière Simone Veil ou Valéry Giscard d'Estaing, pour ne parler que des dirigeants de l'opposition, il reste cette dimension et cette crédibilité présidentielles que, dans des circonstances politiques propices, il pourra utiliser. Souvenons-nous, à cet égard, que François Mitterrand, fin 1980, était bien moins populaire que Michel Rocard ou Valéry Giscard d'Estaing...

Dans la lutte pour le pouvoir au sein de l'ex-majorité, Jacques Chirac a également marqué des points, d'abord en consolidant, l'unité et la cohésion pourtant menacées de son mouvement, le RPR,

(14) Pour une analyse plus précise, cf. Jean CHARLOT, *Fonctions d'une candidature aux présidentielles*, *Projet*, 152, février 1981, p. 176-184.

(15) Enquête IFOP, 14-21 avril 1981, 1 500 interviews, échantillon national (*Le Point*, 449, 27 avril 1981). Sur l'aspect *marketing* de ce changement d'image, cf. Michel NOIR, *L'utilisation des techniques de marketing dans une campagne présidentielle*, *Pouvoirs*, 14, 1980, p. 76.

alors même que l'UDF tend à se disloquer faute de *leader*. La candidature Debré était assortie de la menace non voilée de l'organisation d'une dissidence au sein du mouvement gaulliste. Le 10 janvier 1981, Michel Debré n'avait-il pas déclaré à l'intention de Jacques Chirac : « Qu'ils réfléchissent ceux qui hésitent encore et qu'ils mesurent le danger de diviser un mouvement en marche. Un mouvement qui ne s'arrêtera plus, car le service de la France peut exiger qu'il se poursuive au-delà de l'élection » (16).

La marginalisation puis le naufrage électoral de Michel Debré (1,6 % des suffrages exprimés) mettront un point final à l'entreprise. Aux Journées parlementaires du RPR, fin septembre 1981 à La Baule, Jacques Chirac a eu la satisfaction de voir revenir à lui, sinon Michel Debré lui-même ou Jacques Chaban-Delmas, les plus giscardiens des gaullistes derrière Olivier Guichard.

Dans le même temps l'UDF, sans aller jusqu'à l'éclatement, voit ses composantes radicale et CDS reprendre une large autonomie ; ses élus parlementaires imposer l'unité d'action avec le RPR et Jacques Chirac ; ses instances dirigeantes refuser le limogeage de Michel Pinton, malgré les pressions de l'entourage du Président déchu.

Le point faible du dispositif Chirac, outre les tenaces rancunes accumulées sur sa tête, est l'étroitesse sociologique de sa base électorale. Sa campagne présidentielle contre la « socialisation rampante » de notre économie et la bureaucratie de l'Etat, pour des économies budgétaires et un allègement de la pression fiscale, bref un « reaganisme à la française », a surtout intéressé les petits patrons du commerce et de l'industrie ou les cadres privés, elle n'a guère convaincu les employés et les ouvriers qui constituent l'immense majorité de l'électorat. Le temps du gaullisme de rassemblement social — majorité des employés et forte minorité des ouvriers votant pour le parti dominant d'alors, sous de Gaulle et Pompidou — est bien révolu. La reconquête du pouvoir passe par celle d'un électorat plus populaire.

(16) *Le Monde*, 12 janvier 1981.

**Jean CHARLOT. — The elections of April to June 1981 and Jacques Chirac.**

Considering the circumstances, Jacques Chirac did the best possible based on the limited means at his disposition during the presidential election campaign, and legislative elections which followed during the April-May 1981 period. Moreover, he succeeded in bettering his public image, avoided the breaking up of his political party, took the defacto leadership of the opposition ; but the voters that he was able to mobilize represent too narrow a sociological spectrum for a rise to power.

*RÉSUMÉ. — Compte tenu des circonstances J. Chirac a tiré le meilleur parti de moyens limités lors de sa campagne présidentielle puis législative d'avril-mai 1981. Il a par ailleurs amélioré son image dans l'opinion, évité la dislocation de son parti, pris la direction de fait de l'opposition mais l'électorat qu'il a réussi à mobiliser est sociologiquement trop étroit pour une reconquête du pouvoir.*